

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 «Les Ailes»
25, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 06/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARP OSIS Ouest

ZI n° 2 - BP 311
7, rue Prony
37300 Joué-lès-Tours

Références : RAPVI_2024/139

Code AIOT : 0010000736

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2024 dans l'établissement SARP OSIS Ouest implanté ZI n° 2 - BP 311 7, rue Prony 37300 Joué-lès-Tours. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21025 du 5 mars 2021 induit par la directive IED, l'établissement doit se mettre en conformité, notamment sur la couverture des déchets dangereux. Par ailleurs, lors des visites précédentes, l'inspection avait constaté que le site n'était pas en mesure de confiner toutes les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie. Aussi, afin de se mettre au règle et d'améliorer la fluidité du transfert des déchets, l'exploitant a souhaité présenter à l'inspection un projet de réorganisation du site.

Cette réorganisation prévoit :

- la destruction du bâtiment central accueillant les déchets dangereux conditionnés;

- l'enlèvement des cuves aériennes pour lesquelles les activités seraient reprises par la société SOA à Esvres-sur-Indre;
- la construction d'un nouveau bâtiment qui serait construit au sud-est du site pour assurer une couverture des déchets dangereux et améliorer la gestion des déchets;
- la construction d'un bassin d'environ 235 m³ qui va être également construit pour la récupération des eaux susceptibles d'être polluées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OSIS Ouest
- ZI n° 2 - BP 311 7, rue Prony 37300 Joué-lès-Tours
- Code AIOT : 0010000736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OSIS OUEST à Joué-lès-Tours, est spécialisée le transit de déchets dangereux. Les activités de l'établissement sont réglementées par les arrêtés préfectoraux du 5 mars 2021 et 13 février 2023. Elles relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3550, 2718, 2710 et 2791 de la nomenclature des installations classées.

L'établissement est soumis à la directive IED pour le traitement de déchets (rubrique 3550 - BREF WT).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Eaux superficielles	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.3.4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
3	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 8.5.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
4	Couvertures des déchets dangereux	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 8.5.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
5	Modification de l'installation	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 1.6.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Mise à jour de l'étude de dangers	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 1.6.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux (NC1)	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
7	Garanties financières	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 1.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux (NC1)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 26/01/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de

<p>l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 25/05/2023, l'exploitant a informé que des travaux ont été réalisés concernant la mise en œuvre d'une nouvelle vanne de barrage sur le point de rejet n°6 et de la modification des réseaux relatifs au point de rejet n°3 afin que l'ensemble des collecteurs convergent vers une nouvelle vanne de barrage. Le nouveau plan des réseaux du site a été actualisé en date du 23/05/2023.</p> <p>Ce constat permet de lever l'observation précédente du 29/04/2022 noté «Plan des réseaux (NC1)».</p> <p>[Pdc n°1]: Pas de non-respect constaté</p> <p>Ce constat permet de lever l'observation mentionnée dans le rapport du 2 mai 2022 de la visite du 29 avril 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Eaux superficielles

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être poll</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/01/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat au 29/04/2022:</p> <p>L'exploitant ne traite pas les polluants présents dans les rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées sur tous les collecteurs de son installation et notamment l'avaloir mentionné «AV9» sur le nouveau plan transmis par l'exploitant, daté du 19/01/2022.</p>

En attendant les travaux nécessaires au traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées sur l'avaloir AV9, l'inspection demande à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires pour éviter le rejet dans le réseau communal.

Constat au 02/02/2024:

L'exploitant a indiqué avoir réalisé les travaux nécessaires pour que les eaux pluviales collectées par l'avaloir AV9 situé dans la zone de stockage des déchets dangereux soient reliées au point de rejet n° 3 en passant par un séparateur à hydrocarbures. Le plan des réseaux a été actualisé en date du 23/05/2023. Cependant, l'exploitant n'a pas fourni de justificatif attestant ses propos.

[Pdc n° 2]: L'exploitant justifie que les travaux concernant le traitement des eaux pluviales sur le point d'avaloir nommé AV9 ont bien été réalisés en fournissant la facture des travaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet la facture ou autre justifiant du respect du Pdc n° 2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60jours

N° 3 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 8.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, volume de rétention

Prescription contrôlée :

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Constats :

L'exploitant a présenté son nouveau projet à l'inspection visant une réorganisation du site. Cette réorganisation prévoit la construction d'un nouveau bâtiment sur la partie sud-est du site et la déconstruction du bâtiment central. Pour ce projet, il est prévu également la prise en compte du confinement des eaux d'extinction et dans ce cadre le calcul D9 et D9A doit être remis à jour avec la création d'un bassin de rétention.

Cependant au jour de l'inspection ce point n'est toujours pas résolu. D'après le plan présenté à l'inspection le volume de confinement est évalué à 235 m³. L'exploitant a indiqué que ce volume ne pouvait pas actuellement être confiné sur le site.

[Pdc n°3] : L'exploitant ne dispose pas d'un bassin de confinement permettant de confiner le volume nécessaire sur le site pour les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 3] formulé avec le calcul D9 et D9A. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à la ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé pour la réalisation d'un bassin de confinement sur le site ou autre dispositif.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 4 : Couvertures des déchets dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 8.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, couvertures des aires d'entreposage
Prescription contrôlée : A l'exception des 4 cuves verticales, les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement sont couvertes, afin de prévenir la dégradation des déchets et l'accumulation d'eau ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des déchets. Elles sont conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement.
Constats : La réorganisation du site indiqué par l'exploitant (voir constat n°1) va induire le démantèlement des 4 cuves verticales situées en partie Sud-Est du site afin de pouvoir construire un nouveau bâtiment permettant la couverture des déchets dangereux. A ce jour les déchets dangereux ne sont pas surmontés d'une toiture. [Pdc n°4] : Tout le stockage des déchets dangereux n'est pas surmonté d'une couverture.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 4] formulé . En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 5 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Projets en cours

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Modification du champ de l'autorisation</p> <p>En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation.</p> <p>Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.</p>
<p>Constats :</p> <p>La réorganisation du site susmentionné va nécessiter un cas par cas et un «Porter à connaissance» afin de déterminer si la modification entraîne d'une part une étude d'impact et s'il s'agit d'une modification substantielle et/ou notable. Ces éléments doivent parvenir avant la réalisation du projet</p> <p>[Pdc n°5] : Le projet de la société SARP OSIS Centre-Ouest doit faire l'objet d'une demande de «cas par cas» et «d'un porter à connaissance».</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet au préfet tous les éléments d'appréciation permettant d'une part de statuer sur le cas par cas et la modification substantielle et/ou notable et d'autre part d'indiquer les modifications que cela entraîne sur l'arrêté préfectoral n° 21025 du 5 mars 2021 permettant de répondre au constat [Pdc n° 5] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60jours</p>

N° 6 : Mise à jour de l'étude de dangers

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 1.6.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Projets en cours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact :</p> <p>Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification</p>

substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. À l'occasion d'une modification substantielle, l'exploitant procède par ailleurs au recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations conformément aux dispositions de l'article R. 515-86 du code de l'environnement. S'il ne remet pas concomitamment ou n'a pas remis une étude de dangers, l'exploitant précise par ailleurs par écrit au préfet la description sommaire de l'environnement immédiat du site, en particulier les éléments susceptibles d'être à l'origine ou d'aggraver un accident majeur par effet domino, ainsi que les informations disponibles sur les sites industriels et établissements voisins, zones et aménagements pouvant être impliqués dans de tels effets domino.

Constats :

Considérant la modification des stockages des déchets dangereux et la création d'un nouveau bâtiment en limite de propriété pouvant induire un accident majeur par effet domino, l'exploitant doit mettre à jour son étude de danger. Le dossier cas par cas déterminera si l'exploitant transmettra une étude d'impact ou d'incidence.

[Pdc n°6] : Le projet de la société SARP OSIS Centre-Ouest doit faire l'objet d'une mise à jour de l'étude de danger dans son «porter à connaissance».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs avec étude de danger ainsi qu'une étude d'impact ou d'incidence suivant la réponse du cas par cas permettant de répondre au constat [Pdc n° 6] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60jours

N° 7 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 1.5.2

Thème(s) : Situation administrative, calcul du montant des garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de transmettre sa proposition du montant des garanties financières à constituer dans un délai de 4 mois par l'exploitant, à compter du présent arrêté.</p> <p>Il est défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte l'indice TP01 en vigueur et un taux de TVA de 20 %.</p> <p>Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site défini à l'article 1.2.3 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat au 02/02/2024:</p> <p>Par courrier du 22 août 2022, la société SARP OSIS Centre-Ouest a transmis dans un porter à connaissance le calcul des garanties financières. Après analyse de l'inspection, les garanties financières ont été actées dans l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21161 du 13 février 2023 pour un montant de 464 448,10 €. L'exploitant a transmis l'acte de cautionnement pour le montant cité supra le 11 mai 2023 daté du 5 avril 2023 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 15 février 2028.</p> <p>[Pdc n° 7]: Pas de non-respect constaté.</p> <p>Ce constat permet de lever l'observation mentionnée dans le rapport du 2 mai 2022 de la visite du 29 avril 2022</p>
Type de suites proposées : Sans suite